

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LV, No. 14 New York : tél. : (718) 812-2820 ; • Montreal (514) 321-6434 ; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1) 43-63-28-10 28 mai - 4 juin 2025

CHANGEMENT D'ADMINISTRATION À L'OEA, D'ATTITUDE AUSSI VIS-À-VIS D'HAÏTI Le CPT sur une pente glissante, ses jours sont-ils comptés ? Le nouveau SG de l'OEA, porteur d'un message hostile...

Par Léo Joseph

Depuis son élection comme secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), en l'année 2015, Luis Almagro n'a cessé de supporter les régimes criminels et corrompus d'Haïti, fai-

sant de l'organisation hémisphérique une exécutrice aveugle de la politique de Washington. À peine installé dans ses fonctions, après son élection, le 10 mars 2025, Albert Ramdin, n'a pas tardé à livrer au Conseil présidentiel intérimaire (CPT) le message musclé à lui

confié pour être transmis à l'Exécutif multicéphale haïtien. Dans la logique du fonctionnement des organisations internationale, livré après un changement d'administration, l'avis livré par M. Ramdin signifie qu'il y a changement de politique de la communauté à

l'égard des dirigeants haïtiens.

En effet, au moment où le CPT de neuf membres et le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé ont vu proclamé, par toutes les forces vives du pays, l'échec de la feuille de route qu'ils ont

voulant donner l'impression de s'activer, le message du nouveau secrétaire général de l'OEA semble vouloir dire « trop peu trop tard ». Si les femmes et hommes au pouvoir prétendent ne pas comprendre la portée du message

SOUS LE RÉGIME DE L'INSÉCURITÉ RIEN N'EST IMPOSSIBLE EN HAÏTI

Près de deux semaines de black-out, à Port-au-Prince et dans tout Haïti

La politique du silence, puis le mystère sur la crise...



Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé ne peut donner de garantie que l'usine hydroélectrique de Péligre sera protégée d'une nouvelle attaque.



Intervenant pour annoncer la réouverture de l'usine de Péligre, Fritz Alphonse Jean, reste discret, par rapport aux causes de l'arrêt des turbines.

Par Léo Joseph

Avant la prise en otage de Port-au-Prince, par les gangs armés, il était possible de dire rien n'est impossible, en Haïti. Mais après que les criminels ont eu arraché l'initiative du monopole de la violence des autorités du pays, le mot impossible a perdu ses valeurs. Il est vrai que, depuis des mois, les actions criminelles des malfaiteurs ne cessaient d'étonner, mais on n'aurait jamais cru la possibilité que l'obscurité s'installerait dans la première ville du pays, dans le département de l'Ouest, ainsi que dans d'autres villes de provinces

Suite en page 5



L'ex-secrétaire général de l'OEA Luis Almagro, un allié du CPT définitivement absent.

reque de la communauté internationale, lors de leur prise en fonction respective, commencent à faire des gesticulations autour du référendum et des élections, parties de l'agenda de cette dernière,



Dr Ralph Gonsalves, Premier ministre de

d'Albert Ramdin, ils se fourrent le doigt dans l'œil jusqu'au cou. Car il n'y a rien de plus directs que ces propos : « Haïti a besoin

Suite en page 2

DOUBLE ACTION LANCÉE CONTRE LA CORRUPTION

Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé lance un projet avec l'ONU

Le DG de l'ULCC annonce une coopération internationale avec l'INTERPOL

Par Léo Joseph

Deux événements annoncés séparément, un par le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé et l'autre par le directeur général de l'Unité de lutte contre la corruption (ULCCA), Hans Joseph sur la corruption, d'une importance capitale, semble attirer peu d'attention, en Haïti. Les milieux politiques haïtiens, généralement friands de telles activités, ne lient pas ces activités aux dernières rondes d'interrogations menées par les organisations fédérales américaines liées au respect de l'ordre,

soient le Bureau fédéral d'investigation (FBI), la Drug



Le Premier ministre intérimaire haïtien Alix Didier Fils-Aimé.

Enforcement Administration Federal (cigle anglais DEA) et le United States Border Patrol (USBP) Département of Homeland Security (DHS). Ces trois agences avaient, en même temps, interrogé l'ex-président haïtien Michel Joseph Martelly, à Miami, le 7 mai, en présence de ses deux avocats américains.

Bien qu'il ait été avisé de revenir, deux jours plus tard, pour une seconde ronde d'interrogations, il s'apprêtait à se rendre, en République dominicaine, en compagnie de sa femme Sophia

Suite en page 2



Secretary of State Hillary Clinton's meeting with her Haitian President's creature Michel Joseph Martelly.

It's getting obvious that the chaotic situation in Haiti can't be ignored by the powers-that-be, because

the collapse of Haiti would not only affect the Caribbean island

Continued to page 7

CHANGEMENT D'ADMINISTRATION À L'OEA, D'ATTITUDE AUSSI VIS-À-VIS D'HAÏTI

Le CPT sur une pente glissante, ses jours sont-ils comptés ?

Le nouveau SG de l'OEA, porteur d'un message hostile...

Suite de la page 1

d'un exécutif crédible, d'un retour à l'État de droit et de l'aide humanitaire d'urgence ». Presque, en même temps, le secrétaire d'État américain, Marco Rubio, l'inspirateur de la création du CPT, par les pays de la CARICOM, a lancé un avis encore plus cinglant, évoquant carrément la mise au rencart du CPT, préalablement à penser à voter, encore il est impératif relever un pays en ruine. Dans ce cas, le message de d'Albert Ramdin n'a-t-il pas l'allure d'une condamnation ferme prononcée par le secrétaire d'État Rubio s'exprimant en ces termes : « *Tant que le CPT reste en place, toute issue politique restera illusoire* ».

Pas d'élections dans le chaos : Un véritable demi-tour

Le message transmis par Albert Ramdin, dans les colonnes de

The Washington Diplomat, un organe de presse basé à la capitale américaine Washington destiné surtout à la consommation de la communauté diplomatique, est clair et direct. Dans cette interview accordée à un journaliste de ce journal, le nouveau secrétaire général de l'OEA a déclaré : «

Haïti ne peut pas organiser d'élections dans le chaos ». À son avis, il s'avère impossible de planifier ni organiser de référendum ou de nouvelles consultations là où la justice n'existe pas, sans sécurité, la justice est absente constitution dans un pays sans justice, sans sécurité et privé d'autorité légitime, soulignant que y penser seulement est synonyme de mascarade. Et M. Ramdin de lancer cette autre phrase directe : « *avant toute élection, il faut un gouvernement crédible et un minimum d'ordre* ».

On peut dire que, dans la mesure que le nouveau secrétaire général de l'OEA est porteur d'un message annonciateur de la nou-

velle politique de la communauté internationale, à l'égard d'Haïti, exprime un volte-face de celle-ci. Cela fait longtemps déjà, depuis le choix de l'Exécutif monocéphale, en la personne d'Ariel Henry, par le diplomates du CORE Group ayant jeté leurs dévolus sur ce neurochirurgien, il était dénoncé comme jouissant du



Ambassadeur Ronald Sanders de Antigua et Barbouda dénonce souvent dans des articles ses méfaits des dirigeants des dirigeants d'Haïti.

pouvoir dans l'illégitimité.

Le Premier ministre Ralph Gonsalves ne ratait jamais l'occasion de proclamer, dans les rencontres, au sein de l'OEA, Ariel Henry « *illégitime* », en présence du prédécesseur de Luis Almagro sans que ce dernier ait pris une quelconque action pour rectifier la situation. Parce que ce dernier suivait, à la lettre la politique haïtienne de l'OEA dictée par Washington.

Témoignant devant le Sénat, Marco Orubio lance le plus violentes condamnation au dirigeants haïtiens

Les dernières informations venues de la capitale américaine, montre une administration Donald Trump en mode d'hostilité à l'égard des décideurs haïtiens, qui ont été mis en place par le gouvernement Badin, en étroite collaboration avec les États de la CARICOM. Arrivés au pouvoir, le nouveau gouvernement américain et

son équipe n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère pour traiter avec les occupants de la Villa d'Accueil. Dans un premier temps Donald Trump a coupé les vivres d'Haïti, sous forme d'arrêt du financement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS). Présentement c'est Marco Orubio qui proclame illégitime le CPT, invitant l'OEA à prendre des décisions pour rétablir l'ordre et la paix en Haïti.

Et pour annoncer la nouvelle politique de l'administration Trump, vis-à-vis Haïti, M. Rubio a déclaré, devant le Sénat américain : « *L'OEA devait prendre les devants pour restaurer l'ordre en Haïti, avec l'appui du Kenya et d'une mission Régionale* ». Plus loin, dans son témoignage devant la Chambre haute, le secrétaire d'État américain a évoqué les paroles suivantes pour Haïti : « *urgence humanitaire* », *terroristes criminels* » et « *effondrement de l'État* ».

L.J.

DOUBLE ACTION LANCÉE CONTRE LA CORRUPTION

Le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé lance un projet avec l'ONU

Le DG de l'ULCC annonce une coopération internationale avec l'INTERPOL

Suite de la page 1

Saint-Rémy Martelly, pour participer aux funérailles de son beau-père. Tombé malade, à Port-au-Prince, Édouard Saint-Rémy était transporté à Santo Domingo, en République dominicaine, pour se faire soigner. Mais il devait y mourir. M. Martelly, accompagné de son épouse, a été retenu à l'aéroport international de Miami allait s'embarquer dans un vol à destination de la capitale dominicaine quand il s'était fait stopper, déclaré « *personne à risques* » et s'était vu interdit d'accompagner Mme Martelly.

Selon toute vraisemblance M. Martelly avait l'idée de passer outre à l'obligation qui lui était faite d'être présent pour une séance d'interrogation se mettant en tête que les obsèques de son beau-père était une urgence familiale, donc il se préparait à partir « *sans autorisation* ».

Déclarant « *La corruption n'est pas une simple dérive administrative. Elle constitue une menace directe contre le développement, la justice sociale et la souveraineté nationale* », il souligne qu'il vise à apprêter une feuille de route nationale.

Plus loin, le chef du gouvernement a précisé que « *La corruption n'est pas une simple dérive administrative. Elle constitue une*

menace directe contre le développement, la justice sociale et la souveraineté nationale », attirant l'attention sur les conséquences malheureuses de cette pratique, qui punissent les plus vulnérables de la société et citant, en passant les couches les plus jeunes de la société, qu'elle prive d'un avenir brillant, car privés d'opportunités d'avoir accès à un enseignement



Hans Joseph, à gauche et un collaborateur, rencontrant Darrin Jose, directeur exécutif d'Interpol.

de qualité.

M. Fils-Aimé a aussi profité cette même occasion pour rappeler lien étroit, qui existe entre sécurité et démocratie, comme pour donner sa réponse au nouveau secrétaire général de l'OEA, parlant des deux piliers de la feuille de route de la communauté internationale à l'équipe gouvernementale, soient le référendum constitutionnel et les élections générales, prévus pour le 15 novembre 2025. Il confirme ce

dont, quasiment, tout le monde, en Haïti, étapes franchissable uniquement franchissable dans un climat sécurisé. Aussi, a-t-il répété les paroles de Ramdin : « *Il n'y aura pas de référendum ni d'élections sans sécurité* ». Mais Alix Didier Fils-Aimé s'est-il pris dans le tourbillon de ses prédécesseur, Ariel Henry et Gary Conille, répétant les promesses creuses.



Hans Joseph, à gauche et un collaborateur, rencontrant Darrin Jose, directeur exécutif d'Interpol.

Dans cette logique il a annoncé un investissement massif dans l'équipement destiné à la Police nationale d'Haïti (PNH), et une meilleure prise en charge du personnel de la PNH en sus du personnel civil de l'institution, attirant l'attention sur le budget rectificatif évoqué pour multiplier par deux la partie de cet investissement attribuée à la sécurité.

Dans le cadre de la mission confiée à l'équipe CPT-Premier ministre universellement déclaré

un échec misérable, en Haïti, M. Fils-Aimé a rappelé que le CPT et le gouvernement qu'il dirige se bat inlassablement en vue du rétablissement total des institutions démocratiques, par le biais du référendum suivi d'élections générales, étapes essentielles au retour à l'ordre constitutionnel et au climat de paix et de sérénité auquel aspire le peuple haïtien.

Rencontre du DG de l'ULCC et le directeur général de l'Interpol

Dans le cadre de la campagne lancée par Hans Joseph, directeur général de l'Unité de lutte contre la corruption, celui-ci a fait état de la teneur de cette rencontre. C'est Jedelor Louis Charles, journaliste à l'organe de presse en ligne Vant Bèf Info (VBI), qui en a fait état, dans l'édition du 23 mai.

Le patron de l'ULCC a révélé à VBI, qu'à la fin de cette réunion, l'Interpol, qui est également membre du Réseau GlobE, une entité internationale de coopération contre la corruption, a exprimé l'intention de l'interpol, également affilié au Réseau GlobE, a exprimé « *son intention de soutenir l'ULCC en renforçant les capacité des agents, notamment dans les sections spécialisées en fraude financière en en lutte anti-corruption* ».

Citant Hans Joseph, Jedelor Louis Charles rapporte ceci :

« *Selon M. Joseph, cette collaboration représente une avancée significative dans la lutte contre la corruption et l'impunité en Haïti. Il a souligné que les efforts conjoints avec l'INTERPOL permettront non seulement d'améliorer les outils d'enquête de l'ULCC, mais aussi de favoriser des*



Hans Joseph

échanges d'informations plus efficaces à l'échelle internationale ».

Avec toutes ces personnes frappées de sanctions, par les États-Unis, le Canada et même les Nations unies, Haïti a grand besoin de cette précieuse collaboration offerte par l'Interpol, dont les techniques de travail ne manqueront pas de renforcer les compétences des agents de la ULCC, dans la gestion de ces dossiers dont les propriétaires ont les tentacules à l'échelle interplanétaire.

L.J.

Mes souvenirs du Dr Eddy Lévêque (DEUXIÈME DE TROIS PARTIES)

Par Eddy Cavé *

(Dans la première partie de cet article, j'ai évoqué les souvenirs échelonnés sur la période allant de notre entrée à l'école primaire en 1946 à 1986, l'année du renversement de la dictature et du retour des exilés politiques, dont un patient d'Eddy Lévê que, l'ex-président Daniel Fignolé. Cette deuxième partie porte sur l'engagement de cet ami dans les secours d'urgence et l'aide humanitaire à Haïti. Elle traite aussi de sa vie de famille et contient plusieurs témoignages de ses proches).

La lune de miel du Conseil militaire avec la population fut de courte durée et, devant les signes évidents de l'échec de cette première tentative de transition démocratique, Eddy ne tardera pas à retourner aux États-Unis. Au début de la cinquantaine, il a réus si sa carrière professionnelle et sa vie familiale. À New York, où il s'est véritablement épanoui, il a constitué un réseau solide d'amitiés et de relations professionnelles qui l'aideront énormément dans ses œuvres de bienfaisance. En outre, il est à 8 heures d'auto de Mont réal, où se sont installés sa mère, Madame Ernest Lévê que, ses deux frères Ernso et Jean-Robert, et ses trois sœurs Gertha, Marie-Marthe et Joëlle. Libéré de tout souci de ce côté, il a toute la latitude nécessaire pour se donner pleinement à son idéal de jeunesse et de boyscout, qui tient dans un seul mot : SERVIR.

Survient alors l'événement totalement inattendu qui marque un tournant radical dans sa vie : le tremblement de terre du 12 janvier 2010. En apprenant l'ampleur des dégâts et des besoins, Eddy se met en mode Panique et prend la tête d'une vaste et audacieuse opération de secours. En quelques jours, il monte une équipe multidisciplinaire internationale de bénévoles et prend l'avion avec eux jusqu'aux Bahamas. C'est de là qu'ils se rendront directement à Jérémie pour réaliser une opération humanitaire sans précédent dans les annales de la région.

Parallèlement à cette gigantesque opération de solidarité et de bienfaisance, les frères Jean-Arthur, Roger et Gary Rouzier mettaient au service de la population le traversier *Trois Rivières* qui transportait à Jérémie des centaines de victimes forcées de quitter la capitale en ruines pour rentrer dans leurs patelins. Autant d'actes de solidarité agissante qu'il ne nous est pas permis d'oublier. En plus

d'être l'aboutissement d'un audacieux projet d'aide humanitaire, cette opération a marqué la naissance d'une organisation dynamique et appelée à grandir et à prospérer si Haïti doit survivre : *From here to Haiti* (FHTH). Cette organisation caritative à but non lucratif a été créée sur le tas en vue de répondre aux besoins de réparation d'édifices publics tels que des écoles, des églises, des orphelinats, des établissements de santé, etc. Elle contribue ainsi à créer des emplois locaux et à stimuler l'autosuffisance des populations locales concernées.

L'organisation est placée sous

la présidence de Mme Patricia Brintle et Eddy en était le vice-président jusqu'à la date de son décès. L'organisation a mené à terme un grand nombre de projets de réparation d'écoles, d'églises, d'établissements de santé et autres dans des régions carrément abandonnées par les pouvoirs publics. Il suffit de visiter son site Web pour se renseigner sur l'originalité de sa vision, l'efficacité de son mode de fonctionnement et les services qu'elle rend à la nation. À elle seule, l'existence de cette organisation constitue un élément important de l'héritage moral et matériel qu'Eddy nous a laissé.

Ce témoignage serait très incomplet si je négligeais de faire état de la contribution qu'Eddy a

apportée en Haïti au fonctionnement de l'Université de la Fondation Dr. Aristide (UNIFA) dont il a été un premier de classe, un bolide qui récoltait toutes les médailles et alimentait tous les esprits. C'étaient plutôt Jean-Clau de Chassagne et Jean Dimanche qui récoltaient ces honneurs au primaire, chez les Frères de l'Instruction chrétienne. C'étaient aussi Jean-Claude Samedy et Jean-Claude Fignolé qui remportaient cette palme au Collège Saint-Louis. Mais aucun des trois Tokay.

Dans le jeune âge, Eddy Lévê que était, comme les autres disciples et moi, un enfant qui allait à l'école parce qu'il le fallait et à qui il arrivait de temps à autre de somnoler ou de rêvasser en pleine classe. Dans mon cas à moi, cela ne m'a pas empêché de faire toutes mes classes et même de décrocher divers titres de compétence. Toutefois, je n'ai jamais été cette espèce de « Sésame ouvre-toi » auquel on a recours pour sauver un ex-chef d'État qui se meurt, ni le leader né capable de prendre la tête d'une brigade aéroportée de secours d'urgence après un cataclysme naturel de grande envergure.

Le moins qu'on puisse dire d'Eddy Lévê que, c'est qu'il était spécial, hors du commun. Les conversations que j'ai eues avec ses proches ces derniers jours m'ont aidé à replacer dans leur vrai contexte les nombreux souvenirs que j'ai gardés de lui. À mieux percevoir les secrets de sa vie intérieure afin de mieux apprécier les leçons de choses et de vie qu'il nous a laissées. Pour son jeune frère Ernst, le grand secret d'Eddy résidait dans le fait qu'il n'a jamais connu ce qu'est le stress. Jamais pressé, jamais préoccupé par quoi que ce soit. S'il arrive en retard à une activité quelconque où il est attendu, il ne voit même pas la nécessité de s'excuser, car il n'a rien fait de mal.

Avec un tempérament comme celui-ci, il est certainement beaucoup plus facile de s'éloigner des exigences du moment pour concevoir, imaginer et construire mentalement un tas de choses. En effet, Eddy était « un gars véritablement cool » qui ne dramatisait rien et prenait le temps qu'il fallait pour remplir sa mission au jour le jour.

De son côté, Jean-Robert, que nous appelions *Blan Lévêk*, a expliqué dans son éloge funèbre que son frère se savait omniscient et ne cessait de dire aux plus jeunes : « *Ou pa konn anyen. Se mwen kap di w* ». Et il avait raison.

Confirmant le côté « solutionneur de problèmes » de son frère aîné, Gertha m'a raconté qu'il était en visite chez elle à Laval, l'année dernière, quand son téléphone a sonné. C'était un appel au secours en provenance d'Haïti au sujet d'une amie commune qui se mourait à Port-au-Prince. On cherchait désespérément un lit d'hôpital pour elle et on n'en trouvait nulle part. Visiblement soucieux, Eddy s'écarte un peu des amis réunis dans le salon et appelle une bonne dizaine de personnes vivant en Haïti. Le lit une fois trouvé, on lui dit qu'il n'y a personne pour aller le chercher et l'apporter chez la mourante. Il reprend son téléphone, place une autre série d'appels et trouve sur-le-champ un chauffeur qui va prendre possession du lit et le transporter à l'adresse indiquée. Les gens présents dans la salle à ce moment-là ont encore de la difficulté à croire qu'Eddy Lévê que était, à plus de 3 000 km de distance, la seule personne capable de régler un tel problème en un tournemain. Mais, ça c'était lui : l'équivalent haïtien du « Sésame, ouvre-toi » du conte *Ali Baba et les Quarante Voleurs*.

Guy Cupidon se souvient qu'Eddy avait reçu à un moment donné, grâce à ses contacts dans le milieu médical américain, un don en nature évalué à des dizaines de milliers de dollars qu'il destinait à l'Hôpital Saint-Antoine de Jérémie. Il s'agissait d'un stock de fournitures et d'appareils médicaux flambants neufs qui avait été entreposé à Miami chez le Dr Rodrigue Dossous et qui ne pouvait être expédié à Jérémie en raison du coût très élevé du transport. Après avoir discuté du problème avec Eddy et Rodrigue, Guy sollicita un certain nombre d'amis jérémien, réunis les fonds nécessaires et s'occupa, avec l'aide de Rodrigue et de deux travailleurs mexicains engagés pour la circonstance, de vider l'entrepôt, de remplir deux immenses containers et d'embarquer la marchandise.

Il est douloureux de mentionner ici qu'après l'arrivée des conteneurs en Haïti, il fallut neuf mois de démarches pour pouvoir les dédouaner, parce que le gouvernement exigeait le paiement d'une facture de près de 5 000 dollars US de droits de douane.

Par Eddy Cavé
eddynold@gmail.com
Ottawa, 8 mai 2025



Arrivée de l'équipe de NY, de g. à d., Christine

la présidence de Mme Patricia Brintle et Eddy en était le vice-président jusqu'à la date de son décès.

apportée en Haïti au fonctionnement de l'Université de la Fondation Dr. Aristide (UNIFA) dont il a



De g. à d., Jean-Claude Chassagne, le père Wismick, Jean Charles, Eugene Joassaint, Eddy Julien et Frederic Cadet, Dak, Long Island, 2010.

Les autres membres de la Haute Direction sont la secrétaire générale, Ellen Rattigan; le trésorier, Joseph Brintle; l'Agente de liaison à la jeunesse, Elizabeth Faublas; l'agente de liaison au développement, Chantal Westby; la coordinatrice d'événements Lisa Scardamaglia. Nous tenons à profiter de cette occasion pour rendre hommage à leur dévouement à la cause d'Haïti. Au cours des cinq dernières an

été le vice-recteur et à la mise sur pied de l'École de Soins Thérapeutiques de cette institution. Travailleur infatigable, Eddy s'est acquitté de ces fonctions, tout en participant à la conception, la réalisation et la supervision des projets d'envergure moyenne de son organisation américaine *From Here to Haiti* dont nous venons de parler.

Au vu de cet ensemble impressionnant de réalisations, il semble

HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Lettre de position de la Coalition Nationale des Pasteurs Haïtiens (CNPH)

Port-au-Prince, le mai 2025.

À l'attention de l'opinion publique nationale et internationale,

La Coalition Nationale des Pasteurs Haïtiens (CNPH), fidèle à sa mission spirituelle et citoyenne, tient à exprimer sa position ferme et responsable face au projet d'amendement constitutionnel en cours de discussion.

Ce projet, déjà contesté par une large frange de la société haïtienne — personnalités publiques,

organisations politiques et sociales —, ne répond ni à l'urgence du moment ni à la nécessité d'un véritable consensus national. La CNPH s'associe à toutes les voix lucides qui rejettent cette tentative précipitée, estimant qu'elle risque d'exacerber la crise actuelle plutôt que d'y apporter des solutions durables.

Dans cette conjoncture critique, la Coalition salue la décision de confier la présidence de la République à un juge de la Cour

de cassation Maître Barthélémy Altenor, et la Primature à Monsieur Pierre Robert Auguste. Ce choix représente un acte de sagesse et de maturité politique. Il constitue, selon nous, une opportunité de restaurer la crédibilité des institutions et de poser les bases d'une transition apaisée.

Cependant, pour qu'un véritable changement émerge, il est impératif que cette transition soit accompagnée de la réalisation de la Conférence Nationale

Haïtienne Souveraine. Cette conférence, inclusive et indépendante doit rassembler toutes les forces vives de la nation — politiques, religieuses, sociales, économiques, et de la diaspora — afin de jeter les fondations d'un nouveau contrat social, défini par les Haïtiens, pour les Haïtiens. C'est dans ce cadre que les réformes structurelles nécessaires pourront être débattues et légitimées.

La CNPH réaffirme son enga-

gement en faveur de la paix, du dialogue et de la justice. Elle exhorte les acteurs nationaux à faire preuve de courage et d'unité pour conduire Haïti vers un avenir stable, démocratique et souverain.

Que Dieu éclaire nos dirigeants et bénisse Haïti.

Pour la Coalition Nationale des Pasteurs Haïtiens (CNPH)

Révérend Pasteur Eliner Cadet,

Président.

Le nom qui évoque de bons souvenirs dans le Grand Sud : Pierre Robert Auguste (PRA)

Par Wednor Noël

Les médias ont annoncé, à travers les ondes et les réseaux sociaux, la proposition d'un nom faite par un regroupement de partis politiques, au poste du prochain Premier ministre alternatif, pour avoir une vraie gouvernance responsable et sortir le pays du bourbier. Ce nom est celui de Pierre Robert Auguste, qui s'est toujours présenté comme un entrepreneur, à la fois économique et politique. Son nom évoque de meilleurs souvenirs et suscite de grands espoirs dans le Grand Sud.

Il y a 13 ans, à peine nommé Directeur Général des Presses nationales d'Haïti et du Journal officiel Le Moniteur, il était venu aux Cayes pour ouvrir une annexe, disait-il, de ces deux institutions. On fut très sceptique. Pour tant, moins d'un mois après, l'annexe était fonctionnelle, équipée aussi d'un centre de documentation numérique mettant plusieurs

dizaines d'ordinateurs à la portée des chercheurs et de la jeunesse intellectuelle. Les étudiants, les professeurs étaient ravis de pouvoir prendre connaissance des mesures légales, législatives ou réglementaires prises par le pouvoir central, de même que des accords ou actes internationaux signés par l'Etat.

Pierre Robert Auguste avait l'intention d'organiser, à chaque fête patronale des Cayes, le 15 août, une foire régionale du livre et d'attribuer au nom d'un grand écrivain régional décédé un prix littéraire doté d'une enveloppe numéraire importante. Le Prix du Sud porterait le nom de Pauléus Sanon.

Après la réussite spectaculaire du Salon national du livre, à Jacmel, le 30 avril et le 1er mai, au cours de laquelle feu le grand Franckétienne a été récompensé du Grand Prix national des lettres avec une dotation d'un million de gourdes, on s'attendait à accueillir

un événement littéraire du genre aux Cayes, en août 2012.

Pour l'histoire et la vérité, je dois avouer avoir craint pour lui à Jacmel. Car, lorsqu'on abordait cette ville, réputée hospitalière, on a lu sur les murs, un peu partout, des graffitis vociférant leur haine : **À bas Salon national du livre.**

Paniqués, des collaborateurs lui demandaient que faire. Avec sa sérénité et son sourire intrigant, il allait rétorquer, le lendemain, à un *déchouqueur* envoyé l'intimider sur le site, avant l'inauguration, ce qu'il nous a dit la veille : « *Mwen se Neg Raboto le premye bandi respektye avèk les-pri* ».

En effet, il allait renverser la situation au désappointement de certains journalistes qui, ameutés aussi contre lui, commençaient à critiquer avec véhémence le retard.

J'admirais, non sans crainte, son courage de refuser de venir sur le site accueillir les autorités,

après le Te Deum du 1er mai. Mal gré tous les appels, et même les supplications de certains collaborateurs, il avait préféré rester à la mer et, en signe de démonstration éloquente, s'est présenté sur le site, quelques minutes après le départ des officiels.

Ce fut la deuxième fois que j'ai vu un homme prendre des risques élevés en face des puissants. À l'occasion de l'ouverture de l'annexe régionale des Cayes, le DG Pierre Robert Auguste a su s'opposer, avec finesse et fermeté polie, aux caciques locaux, qui voulaient lui imposer « *moun pa yo* ». Sa force de caractère en imposait. Cependant, même s'il était supposé bénéficier de la complicité intellectuelle de son ministre de tutelle d'alors, Pierre Raymond Dumas, la cabale interlope a emporté le DG modernisateur Pierre Robert Auguste, vers la fin du mois de mai. Et, peu après, l'annexe des Cayes a été fermée. Les ordinateurs ont été rapatriés.

Pour quoi ? Qu'étaient-ils devenus ? A-t-on pensé aux préjudices graves causés à la jeunesse intellectuelle du Sud ?

Comme ancien responsable de cette annexe régionale, je voulais témoigner de ces bons souvenirs, que la bienveillance d'un citoyen avait marqués, un homme que j'avais rencontré, au cours d'une conférence qu'il animait sur le développement local, encourageant ce qu'il appela le lien intergénérationnel mercatorial pour le coaching entre les anciens et jeunes entrepreneurs, promouvant la désaffectation des frais mensuels supplémentaires et sa transformation en un fonds régional de garantie pour financer les jeunes entreprises.

Le bien accompli hier apportera ses fruits demain.

*** Me Wednor Noël, avocat**

Ancien directeur de l'annexe des Presses nationales d'Haïti aux Cayes.

LE COIN DES AGRICULTEURS

Les projets d'agriculture financés par les bailleurs de fonds n'ont souvent aucun impact positif sur la résilience des cultivateurs haïtiens

Par Jean Michel Castor

Les projets d'agriculture financés par les bailleurs de fonds en Haïti sont censés aider les cultivateurs à améliorer leur production et à renforcer leur résilience face aux défis environnementaux et économiques. Cependant, de nombreuses études ont montré que ces projets n'ont souvent aucun impact positif sur la résilience des cultivateurs haïtiens.

Premièrement, ces projets sont souvent conçus sans tenir compte des besoins réels des cul-

tivateurs locaux. Ils sont souvent basés sur des modèles agricoles occidentaux qui ne sont pas adaptés aux conditions spécifiques d'Haïti. Par exemple, l'introduction de cultures non traditionnelles peut entraîner une déforestation accrue et une diminution de la diversité des cultures, ce qui rend les cultivateurs plus vulnérables aux changements climatiques et aux maladies des plantes.

Deuxièmement, ces projets manquent souvent de suivi et d'accompagnement adéquats pour les cultivateurs. Les formations

initiales sont généralement limitées dans le temps et ne permettent pas aux cultivateurs d'acquérir les compétences nécessaires pour gérer efficacement leur exploitation agricole. De plus, les infrastructures de soutien, telles que les routes, les marchés et les entrepôts, sont souvent insuffisantes, ce qui limite la capacité des cultivateurs à commercialiser leurs produits de manière efficace.

Enfin, la corruption et la mauvaise gestion des fonds peuvent également nuire à l'efficacité des

projets d'agriculture financés par les Bailleurs de Fonds en Haïti. Les fonds destinés aux cultivateurs peuvent être détournés par des fonctionnaires corrompus ou utilisés de manière inefficace, ce qui réduit considérablement les avantages potentiels des projets pour les cultivateurs.

Il est essentiel que les projets d'agriculture financés par les bailleurs de fonds en Haïti soient conçus de manière plus participative, en tenant compte des connaissances et des besoins des cultivateurs locaux. De plus, un suivi

et un accompagnement adéquats, ainsi qu'une lutte efficace contre la corruption, sont nécessaires pour garantir que ces projets aient un impact positif sur la résilience des cultivateurs haïtiens.

*** Jean Michel Castor, ing., entrepreneur agricole ;**

Coordonnateur OREAYITI

www.oreayiti.org

Tel: (509) 37 62 8005

17 mai 2025

Lahatte Mocoyo, Plateau de Fond-des-Nègres, Haïti.



SOUS LE RÉGIME DE L'INSÉCURITÉ RIEN N'EST IMPOSSIBLE EN HAÏTI

Près de deux semaines de black-out, à Port-au-Prince et dans tout Haïti

La politique du silence, puis le mystère sur la crise...

Suite de la page 1

et régions régulièrement desservies par l'Électricité d'Haïti (EdH), le réseau électrique national.

Car, l'usine hydroélectrique de Péligre était rendue dysfonctionnelle, à cause de l'insécurité entretenue par les criminels armés, mais pas directement par ces derniers. Il s'agit, de préférence, du résultat d'une stratégie mise en place par des citoyens de la ville de Mirebalais, dans le département du Centre, visant à forcer le gouvernement central à rétablir la sécurité dans le pays, et à libérer leur ville et celle de Saut d'Eau de l'emprise des criminels. Car après la prise, tour à tour, de Saut d'Eau et de Mirebalais, par les gangs de « Viv Ansanm », c'est Hinche, dans le Plateau-Central, qui attend son tour. Mais il est choquant de constater les autorités du pays enfoncées dans le silence, face au pays quasiment entier plongé dans l'obscurité. Pas même un communiqué pour tenter de rassurer le peuple haïtien, en particulier, et les consommateurs d'électricité de l'EdH, en général. Il faut donc conclure que l'équipe au pouvoir, se sachant dépassée par cette énième crise, le Conseil présidentiel de transition (CPT)-Premier ministre) opte pour se réfugier dans le mutisme absolu.

En effet, depuis bientôt deux semaines, toute la région métropolitaine de Port-au-Prince sombre dans l'obscurité totale, de même que les villes de provinces intégrées au réseau électrique national. Depuis lors, seuls les abonnés de l'EdH ayant accès à des systèmes indépendants dotés d'ondes leurs et de groupes électrogènes continuent de jouir de l'électricité. Les autres sont condamnés à se montrer inventifs pour assurer la conservation des provisions alimentaires périssables. Il a fallu près de deux semaines pour que ceux qui passent pour les dirigeants du pays finissent par se prononcer sur cette crise, sans en expliquer les causes.

Voilà la situation, qui prévaut, à la capitale et dans toutes les villes, dont les consommateurs sont des abonnés d'EdH, depuis le 13 mai, date à laquelle les locaux de l'usine hydroélectrique de Péligre ont été envahis par des civils venus de Mirebalais. Ces derniers ont mis les machines en panne, interrompant définitivement la consommation électrique, à Port-au-Prince et à tous les réseaux jumelés sur le réseau alimenté par la centrale thermoélectrique nationale. De plus, il semble que les saboteurs de l'usine aient mis les autorités au défi d'en voyer des techniciens pour effectuer les réparations nécessaires à inverser la situation,

avant de libérer complètement la ville des gangs de « Viv Ansanm ». C'est, d'ailleurs, le motif ayant poussé au sabotage de l'usine de Péligre. Et les autorités constituées n'ont pas semblé vouloir en parler au peuple haïtien.

À l'impossible nul n'est tenu ?

Après tous ces jours, où les dirigeants haïtiens restaient aux abonnés absents, dans le dossier de ce black-out géant, ils ne semblent pas posséder les moyens d'une autre équipe intérimaire précédente, celle du tandem Alexandre Latorue (le juge Boniface Alexandre et le Premier ministre Gérard Latortue), en 2004, qui se croyait confronté à une situation « extrêmement difficile », dans la foulée du



Le sabotage du barrage de Péligre avait entraîné l'inondation des terres cultivables de la région de l'Artibonite.

coup d'État militaire infligé à Jean-Bertrand Aristide. Aussi, M. Latortue s'était-il écrié : « À l'impossible, nous sommes tenus ». phale, c'est déjà le principe « à l'impossible nul n'est tenu » dont il fait son cheval de bataille, n'ayant jamais affiché la volonté de mettre les bandits à leur place, en tant qu'État doté du monopole de la violence. Le contraire est plutôt vrai. L'attitude du pouvoir haïtien, devant les gangs armés est bien : la queue entre les pattes. C'est pourquoi, aucun territoire perdu n'a été repris, depuis plus de trois ans que les criminels font la collection de commissariats à rendre dysfonctionnels et de terrains accaparés.

Dans la crise de Péligre, les deux pouvoirs installés à Villa d'Accueil craignent leur ombre

Dans les scénarios antérieurs, où les forces de sécurité étaient directement confrontées aux bandits, celles-ci ne constituaient pas un modèle de bravoure. Aussi se trouvant aux prises avec les criminels, elles ont, le plus souvent, opté pour battre volontairement en retraite, ou pour se faire humilier par les malfaiteurs.

Mais on ne doit pas oublier que dans l'affaire du barrage de Péligre,

les autorités n'ont pas affaire avec les gangs armés, qui ne sont pas à l'origine de cette crise. La mise en garde relative aux réparations, disant de ne pas tenter d'initier des travaux de réparations, à moins que les forces de l'ordre lancent une stratégie de libération totale de Mirebalais et de Saut d'Eau. Après plus de vingt jours de black-out général, en Haïti, sans que les autorités se prononcent, dans un sens ou dans l'autre, cela renvoie à la « politique des routes défoncées » sous le régime des Duvalier.

En effet, sous François Duvalier, dont la dictature féroce lui faisait tenir la dragée haute, par rapport à l'« aide internationale », Haïti peinait à trouver du financement pour des projets cruciaux,

changé. Que ce soit dans les cas de « territoires perdus » ou de ceux des commissariats de Police attaqués et totalement abandonnés, la décision reste la même : la démobilitation permanente.

Byen pre pa kakay !

Si les présents locataires de Villa d'Accueil, le CPT et le Premier ministre, qui y cohabitent, persistent dans leur silence, au sujet de Péligre, ils ont lancé la Police nationale d'Haïti (PNH), dans une attaque sur les gangs, qu'elle qualifie d'« opération de grande envergure », à la localité appelée « Dlo Chod », proche de Carrrefour Péligre, à Mirebalais, dans le département du Centre.

Bien que l'institution policière ait déclaré avoir tué une douzaine de bandits, dont les nommés « Chalè », « Zo Kadav » et « Ormezil Francillu », en sus de confisquer trois armes automatiques, elle n'a fait aucune allusion à Péligre. « Byen pre pa kakay ». Quant bien même le président du CPT, Fritz Alphonse Jean, et le Premier ministre, Alix Didier Fils-Aimé, auraient annoncé la reprise des activités à Péligre, ils n'ont rien dit concernant la sécurisation de Mirebalais et de Saut d'Eau. Autrement dit, ces deux villes resteront encore prisonnières des criminels.

Alors que des voix s'élèvent pour sonner l'alerte sur l'ampleur du désastre de Péligre, les autorités, quant à elles, ne l'entendent pas de cette oreille, cette dernière opération, menée contre les criminels, sur « Dlo Chod », ne vise aucunement à remettre les pendules à l'heure, à l'usine hydroélectrique de Péligre, qui fournit le courant électrique à quasiment toute la République. Cela ne devrait étonner personne, car l'attitude de l'Exécutif multicéphale, dans l'administration du pays, reste en accord avec la passivité régulièrement affichée face aux attaques de gangs. Ce qui a pour conséquence, ce qu'est devenu Haïti aujourd'hui.

De toute évidence, ce qui est arrivé à Péligre, bien que ce ne soit directement imputable aux gangs, entre dans le cadre de l'insécurité qu'ils ont fomentée, changeant Haïti à tous les points de vue. À la lumière des données suivantes, relevées presque sur tout le territoire de la République qui peut prétendre reconnaître le pays qu'était Haïti il y a à peine trois ans ?

En effet, selon les statistiques fournies par les Nations Unies, du début de cette année (2025) à ce jour, « plus de 4 800 personnes ont perdu la vie dans la violence » imputable aux malfaiteurs. L'organisme international a aussi chiffré à « 1,6 million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays ». Depuis avant 2023, la

même ONU avait déclaré que Port-au-Prince était à « 80 % contrôlée par les bandits », avant de réviser ces chiffres à la hausse pour les situer « à 85 % ». Le régime de terreur institué par les bandits a fait désertier la présidence, du Palais national, au Champ de Mars, ainsi que les diverses installations de l'administration publique, notamment les ministères et les directions générales forcées de déloger. Il faut se demander si la situation, qui s'est présentement déclarée à Péligre restera permanente, à l'instar des « territoires perdus » et des quelque 62 commissariats désertés par leurs garnisons fuyant les attaques des gangs.

L'usine hydroélectrique de Péligre relancé sur fond de mystère

Près de deux semaines d'arrêt plus tard, sans que les autorités gouvernementales n'aient pipé mot, celles-ci sont intervenues, le vendredi (23 mai) pour en annoncer la réouverture. Sans éclairer le pays, par rapport aux raisons ayant motivé cette crise. La nation et les consommateurs d'électricité, abonnés de l'Électricité d'Haïti (EdH), se contenteront d'informations obtenues de sources officieuses. Le président du Conseil présidentiel intérimaire, Fritz Alphonse Jean, et le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé n'ont pas élaboré sur les causes de cette coupure du courant électrique, qui a été imposée sur le pays du 11 au 25 mai.

M. Jean s'est contenté de dire que les autorités ont eu une rencontre avec la « population », qu'on a appris d'autres sources, qui s'est tenue à Hinche, dans le Plateau Central. Il a fait savoir, sur les réseaux sociaux (non dans un communiqué officiel), que les interlocuteurs du gouvernement « ont pris l'engagement », pour que soit remises en marche les moteurs, dans le plus bref délai, se gardant d'identifier les locuteurs du gouvernement ou les sujets qui ont été débattus.

Après que Port-au-Prince et d'autres villes d'Haïti eurent fait l'expérience de l'obscurité totale, sans qu'il y ait eu d'éclipse solaire, mais en raison d'un sabotage protestataire, personne ne peut dire que l'impossible n'existe plus. Mais, tenant compte de la manière dont l'équipe au pouvoir mène sa gouvernance, il est plus que possible qu'une telle expérience se répète. Surtout quand on se rappelle que les différentes attaques menées par les malfaiteurs ont, pour la plupart, résulté d'assauts récurrents contre lesquels ceux qui dirigent présentement ne prennent jamais de mesures préventives que le gros bon sens exige.

L.J.

GRENN PWONMENN

Youn liv an kreyòl alonè Gérard Étienne

Alapapòt m ap prezante Natanie Étienne eskiz pou reta nou te pran pou n prezante liv sa a ke l ekri alega lavi l ak defen mari l, ki te youn gwo ekriyen ayisyen. Msye te kite n nan lane 2008 (14 de sanm) avèk plizyè liv li te ekri sou peyi l, Ayiti, ki te ba l gwo tèt fè mal pou jan li t ap degrengole. Men jan yo di pawòl la, li pa janm twò ta pou w fè sa k byen. Kòm mèkredi, 28 me se jou Gérard te fèt, nan lane 1936, mwen kwè sa byen tonbe pou m pale de defen zanmi nou, sitou pou m konsantre sou liv sa a, nan lang kreyòl, ke Natania ekri kote l kanpe defen an kòm youn bon egzanp pou nou vèl jenerasyon yo ki pa t konnen l. An palan de sa, fò m di nou ke Gérard te konn ekri chak semèn nan jounal sa a. Epi madanm ni te kontinye ekri kolòn li a byen lontan apre l re mouri. **KADDISH POU YOUN AYISYEN (Youn Lapriye jwif pou youn Ayisyen)** se kòm youn testaman madanm nan, ki se youn Jwif, ekri alega lavi l ansanm ak defen an. Li te parèt an franse premyèman, nan lane 2024, epi li te tradui ann an gle tousuit apre. Menm lane a toujou, li vin parèt an kreyòl.

Se sa k te pase nan dat 7 oktòb 2023, ki fè Natania pran desizyon pou l ekri liv la, pou mounn ka konprann santiman Gérard sou sa

k te pase a, menm si msye deja nan peyi san chapo. Se te granm ti maten, a 6 zè, jou sa a, ke gwoup Hamas la te atake peyi Izrayèl, touye anpil mounn, menm ti bebe nan manmèl ak granmounn sou baton, epi yo pati ak youn bann lòt yo te pran kòm prizonnyè. Fò m di n, Natania te t al an peyi zansèt li yo, Izrayèl, kote l abite nan youn ti vil toupire Tel Aviv, kapital la. Men pitit ak pitit li yo toujou Kanada, kote yo te fèt.

Pou jan l te santi l, jou 7 oktòb sa a, Natania Étienne te kwè se sèl defen an, ke l rele « *marasa m nan* », ki ta ka ede l nan sitiyaasyon sa a. Men kijan li di sa nan liv la : « *Anba bonm k ap tonbe tankou lapli, mwen dlo nan je, paske w pa la ! Gérard Etien ne, kote w ye la a ? Frè ak sè nou yo ap trepase. Mwen konnen sa w ap di : 'Debou, malgre tou, kan pe byen djanm anfas yo tout !'* »

Enben, mwen te santi doulè Natania lè l te rele m pou di m, « *Raymond, se sou ou sèl mwen ka konte pou w mete liv la an kreyòl. Sa w ap fè pou mwen ?* » Kisa pou m ta di, sinon, « *Ou mèl konte sou mwen !* » Epi latou mwen mete chapo tradiktè/adaptè m nan tèt mwen, mwen kòmanse travay.

Lavi pèsònèl Natania

Nan liv **KADDISH** la, Natania bay enfòmasyon sou lavi pa l, ki jan se nan peyi Lafrans li te kò manse, kijan Polis Gestapo Hitler, ansanm ak bann ti sousou Franse yo ki t ap boule ak yo t ap fè e defè lè sa a. Yo te konn bat, arete, menm touye Jwif san rete. Kan menm, se an Frans li fè premye klas li yo. Epi ti demwazèl Jwif la vin ateri Kanada, kote li jwenn youn bous nan youn kolèj katolik Pè Jezuit yo te fonde. Direktè **Collège Bréboeuf** la, Pè Trudeau, te renmen l, jan l esplikè sa nan liv la.

Youn jou konsa, sanzatanm, direktè a mande l vin nan biro l. Nan konvèsasyon an, Natania di Monpè di l li te konnen pitit fi anperè Hailé Sélassié, nan peyi Etyopi. L ajoute : « *Mwen te renmen l, non l se te Ruth* » (Natania di se premye non pa l tou, se sèl papa l ki te konn itilize l). Epi, mezanmi Monpè konfese : « *Ou sanble avè l, e m wè poukisa mwen renmen w tou. Lè m ap pan se de lanmou sa a mwen pèdi, m ap obsève w depi w fèk rive isit la, e m kwè w ap pèdi tan w la a. Ale nan Université de Montréal en Lettres* ».

San l pa di sa, nou ka konprann ke Natania ap naje nan gwo dlo. Li reponn Monpè, li di : « *Li*

deja twò ta, Nou nan mwa oktòb, delè pou m te enskri a gentan pase » Monpè di l : « *Men youn lèt m ap ba w pou w renmèt Ma dan Bernier, y ap aksepte w* ». Epi Natania ekri : « *Se jou sa a, Pè Trudeau ak Prensès Ruth Desta chanje tout lavni m* ». (Se mwen menm ki ekri sa l di a ak lèt fonsè sa yo, paske se youn gwo deklarasyon li fè la a.

Se la li pral rankontre marasa li a pou tout lavi

Jan yo di an Kreyòl, youn pèdi, lòt la genyen. Se konsa Natania pral rankontre Gérard Étienne, youn Nwa ki t ap etidye nan **Université Montréal** la, ke l tonbe damou pou li. Anpil mounn, menm Monpè, ajan imigrasyon, elatriye, pa t jamm ka konprann kijan pitit fi youn Raben, prèt Jwif, ka tonbe damou, jouk l al marye ak Nèg Nwa sa a. Poutan, yo viv ansanm diran 42 lane, yo fè 2 pitit, youn gason ak youn fi, epi anvan l mouri, Gérard te gentan wè 4 ti fi, pitit pitit li. Dèyè do l, Natania vin gen 4 lòt pitit pitit. Fòk nou li liv sa a pou n wè kijan 2 marasa sa yo, Gérard Étienne ak Natania Étienne Feuerwerker, te ansanm jiska lafen, e kijan Natania te pran swen mari l, lè msye te tonbe malad, jouk li mouri. Sa se youn gwo leson, paske yo te ranpòte laviktwa kont tout prejije, menm jouk nan lanmò, pou jan yo pa t vle bay mari l lonnè li merite antan ke Jwif. Se ekstra-dinè !

Gwo gabèl pou mwen

nan liv Natania a

Mwen pa t konnen Natania te pral fè tout lwanj li fè pou mwen an. Se lè m prèske fin li liv la, nan dènye bout la m al tonbe sou sa l ekri sou lavi pa m. Li menm mete foto m ak Gérard Étienne nan liv la, foto m ak madanm mwen, epi foto m ak 2 pitit gason m nan liv la tou. Si m di n, nou p ap vle kwè. Mwen sezi fopaplis.

Enben mwen ka di nou zòt Kreyolis, lè n kòmanse li liv sa a, nou pa p vle mete l atè, anvan nou fin li tout 145 paj yo. Paske lè nou fini ak paj 119, kote istwa sou defen mari l la fini, sètalò l ap bay enfòmasyon mwen pa t ap atann, pa sèlman sou mwen menm, men sou youn bann lòt liv ki pa an Kreyòl, ke nou ka jwenn nan **Éditions du Marais**, nan Kanada, ki pibiye liv Gérard Étienne yo, menm nan lòt lang tankou Arab, Alman, Angle, Italyen, Panyòl, Pòtigè. Epi se pa sèlman liv Gérard, men pa lòt ekriyen tou, epi gen **Romans, Poésies, Nouvel les, Théâtre**, elatriye.

Se youn ti kras sèlman mwen ban nou nan **KADDISH** la. Men nou ka kòmande l nan **Éditions du Marais**, nan Kanada, osnon sou **Amazon**. L ap koute nou \$14,35, plis frè lapòs ak transpò, n ap gen **KADDISH** pa nou pou n aprann pa sèlman sou lavi Gérard ak Natania, men anpil tou sou kilti jwif, kijan yo viv.

TiRenm/ Grenn Pwonmennen
nan raljo31@yahoo.com

Caregivers & Mental Health-Part I

By Dr. Beatrice Hyppolite *

YOUR WORLD WITH BEATRICE HYPOLITE

Every healthcare professional has likely encountered the silent struggle of caregivers—those dedicated individuals who sacrifice their time, energy, and often their own wellbeing to support loved ones with chronic conditions or disabilities. In this deeply personal conversation, Dr. Sheelagh Schlegel draws from her 33 years as an occupa-

tional therapist and her extensive work in global health to shed light on the hidden crisis of caregiver burnout.

Dr. Schlegel shares compelling stories from her practice that illustrate the multifaceted challenges caregivers face. From the spouse who missed an entire year of medical appointments while caring for a partner with dementia, to the financially-strapped daughter forced to leave her mother alone during work hours, these accounts

reveal the impossible choices many caregivers confront daily. Perhaps most eye-opening is her discussion of children thrust into caregiving roles—a particularly vulnerable situation that demands our attention and intervention.

What makes this conversation particularly valuable is Dr. Schlegel's balanced approach. While acknowledging the serious risks of caregiver burnout, she also emphasizes the deeply fulfilling aspects of caregiving

when properly supported. She offers practical guidance for healthcare professionals on building trust with caregivers, identifying early warning signs of stress, and connecting families with appropriate resources. Her profound insight that "if the caregiver goes down, the whole care situation may collapse" underscores why supporting caregivers isn't just compassionate—it's essential for sustainable patient care.

Whether you're a healthcare

professional looking to better support your patients' caregivers, someone currently in a caregiving role, or simply preparing for future caregiving responsibilities, this discussion provides valuable perspective and actionable strategies. Listen now to understand why the wellbeing of caregivers must be central to any comprehensive care plan.

*** Beatrice Hyppolite, DrHsc**
<https://youtu.be/DIR8CQ1r5W4?si=1DWlQwBbBOAhFs0j>



LE FOOTBALL BRÉSILIEN SE DONNE DE NOUVEAUX DIRIGEANTS

Samir Xaud élu nouveau président de la CBF ; Michelle Ramalho de Paraíba, première femme élue vice-présidente de la CBF

Par Jacques Brave

M. Samir Xaud a été élu nouveau président de la Confédération brésilienne de football (CBF), l'organisme qui dirige le sport roi au Brésil ! Parallèlement, pour la première fois de l'histoire du football brésilien, une femme a été élue au Comité fédéral. C'est le cas de Michelle Ramalho, de l'État de Paraíba, qui devient vice-présidente de cette structure.

En effet, élu le dimanche dernier (25) mai, le nouveau pré-

sident de la Confédération brésilienne de football (CBF), Samir Xaud sera assisté de huit vice-présidents pour un mandat de quatre ans, soit pour la période quadriennale 2025-2029.

Parmi les vice-présidents, l'organisation comptera Michelle Ramalho Cardoso, la première femme vice-présidente de l'histoire de la Confédération.

Mme Cardoso, 47 ans, est en charge de la Fédération de football de Paraíba (FPF) depuis 2018 et fait partie d'une liste nommée,

d'un cartel ayant pour slogan invocateur « *Football pour tous : transparence, inclusion et modernisation* ».

Fernando Sarney, figure également dans ce cartel; il était déjà vice-président de la CBF et a été choisi par la justice pour intervenir dans l'organisation, suite à la destitution d'Ednaldo Rodrigues.

Les huit (8) vice-présidents élus de la CBF sont : Michelle Ramalho Cardoso, présidente de la fédération de football de l'État de Paraíba ; Flavio Diz Zveiter,

avocat, ancien vice-président des projets spéciaux de la CBF et ex-dirigeant de la STJD ; Ricardo Augusto Lobo Gluck Paul, président de la Fédération de football de l'État !

Dans l'organisation du football brésilien, chaque État a sa propre fédération et dispose d'une très grande autonomie et l'ensemble des fédérations des États constitue la Confédération brésilienne de football, ou la CBF, à peu près l'équivalent des Ligues régionales en Haïti. Au Brésil,

chaque État a sa propre compétition et il n'y a pas longtemps qu'existe une compétition nationale de football. Car pendant longtemps, il n'existait pas un championnat national brésilien, puis que le pays est immense et les grandes distances, comme aux USA, rendent les déplacements difficiles et coûteux !

Les autres élus : Gustavo Dias Henrique, directeur des relations institutionnelles de la CBF,

Suite en page 9

HAPPENNINGS!

Continued from page 1

nation, the first Black Republic in the world, but would also impact other countries in the Western Hemisphere, not only the neighbor, next door, the Dominican Republic.

Of all the warnings from various personalities, regarding Haiti reaching the status of the biblical Armageddon, no one can be more convincing than Georges Fauriol, in his extensive analysis of the situation, published May 12.



Secretary of State Hillary Rodham Clinton meeting her Haitian Presidential creature

Indeed, Maria Isabel Salvador, the representative in Haiti of United Nations Secretary General António Guterres, was also eloquent in her address to the UN Security Council, on April 21, when she warned that "Haiti is reaching the point of no return." But Mr. Fauriol goes into much more detail about Haiti's dire situation, and he warns that the "United States can't afford to ignore Haiti's collapse."

He suggests that a "robust policy of engagement," should be considered, because without such, the "baseline imperatives that frame U.S. thinking toward Haiti: (a) no U.S. boots on the ground, and (b) Haiti is a regional concern, not a U.S. one, will be come moot as the country implodes into a crisis with wider regional implications." He affirms, moreover, that "the crisis in Haiti will not stay in Haiti."

Then, Mr. Fauriol makes some propositions, one of which sounds familiar to what we've proposed and often repeated. He writes: "Likewise discussions with Haitian authorities need to

clarify the potential, let alone the politics of a reconstituted Haitian Army (FAd'H)—Forces Armées d'Haïti, as an indigenous military component (presently a force of about 2,500), to address the country's security."

A call for the reconstitution of the Haitian Armed Forces

For the first time, I hear an American authoritative voice calling for the "reconstitution" of Haiti's army, which was banished in

dad Operation," which was a massacre of those considered in opposition to President Aristide. Meanwhile, the Haitian National Police (HNP), set up with U.N. support, supposedly to replace the disbanded Armed Forces, was no match to the official gangs. Indeed, what Haiti is undergoing now with gangs causing death and desolation in all sectors of society is reminiscent of times gone by.

Foreign armies to the rescue

Eventually, the same people, who returned Aristide to power, came, on February 29, 2004, to spirit him away, again into exile, in Africa this time. The interim government of Alexandre-Latortue inherited the Aristide gangs who required the presence of international armies, sponsored by the United Nations, to deal with them. Thus, the presence of MINUSTAH (French acronym for United Nations Mission in Haiti), which came in 2004, followed by other missions, until the current one, BINUH (French acronym for United Nations Integrated Office in Haiti). And the security situation has worsened. Except that during the two years of the interim government, Prime Minister Gérard Latortue had recruited Mario André Sol, who was in exile in Brooklyn, N.Y., to help reorganize the National Police, which helped in eliminating the gang problem at the time. To be noted, Mr. André Sol was fully provided to carry out his task and authorized to take actions as he saw fit.

President René Préval, elected in the democratic election organized by the interim government, kept Mr. André Sol in his post, with Parliament approving renewal of his mandate twice. But when Michel Joseph Martelly was "elected" president in 2011, with the support of Secretary of State Hillary Clinton, Mr. André Sol chose to resign at the end of his mandate.

Reorganizing the gangs under Martelly and Lamothe

With Martelly in the saddle, and taking Papa Doc as his model, he began reorganizing the gangs, no doubt with the idea of holding onto power, perhaps for life. He was helped in this endeavor by Laurent Salvador Lamothe, his former Foreign Minister, who also became Prime Minister.

Eventually, the gangs gained their independence from the higher-ups, whatnot with the millions they raked in from kidnapping for ransom, including that of 17 missionaries of the Ohio-based Christian Aid Ministries, in October 2021. They comprised 16 Ameri-

can citizens, including five children between the ages of eight months and 15 years, as well as one of the missionaries being Canadian. Not to forget, the 400 Mawozo gang organization, in the Croix-des-Bouquets region, had asked for \$1 million for each of the victims. Although an anonymous benefactor paid ransom for the release of some of the missionaries, it's not known how much was disbursed in the final analysis for the release of all, the last of whom remained in captivity for two months.

aged personnel of the old army to return, except for some advisers who are now in their 60s and 70s as advisers. But the 2,500 or so, among them younger recruits, that the late President Jovenel Moïse remobilized as the army in November 2017, can't be considered a match to the former FAd'H which stood at around 8,000 when it was disbanded in January 1995. Also, the new army, under a democratically elected government, will adhere to democratic principles. Gone are coups d'état. But we'll note that when the FAd'H existed, it had Army posts



Laurent Salvador Lamothe and Michel Joseph Martelly, the duo who continue the formation of their own version of the armed gangs, started as popular organizations by Aristide.

The case of Germaine Jolly of the 400 Mawozo gang

Interestingly, on May 16, Germaine Jolly, nicknamed Yon Yon, and known as the "King of the 400 Mawozo," gang in the Croix-des-Bouquets region, was found guilty by a jury, in Washington, of the kidnapping and holding hostage the missionaries in October 2021. His sentence will be pronounced later this year, it's said.

As it is, the 32-year-old Jolly was extradited to the U.S. in 2022, and was sentenced, last year, to 35 years in jail, after pleading guilty for weapons smuggling and for money laundering from ransom money. But he had denied involvement with the gang at the time of the kidnapping of the missionaries, especially since he was in jail in Haiti when their kidnapping occurred. But it has been established that, from jail, Yon Yon was the one who negotiated everything about the deal concerning the missionaries. Any way, we're awaiting the decision of justice to know whether Yon Yon will spend the rest of his life in jail.

Hopefully, the gangs causing death and desolation in all sectors in Haiti will take notice of what may happen to them, especially since they've been declared "international terrorists" with global connection, by the Trump administration.

Clarification on remobilizing the FAd'H

We cannot conclude without clarifying our position on the remobilization of the Armed Forces. Certainly, we're not calling for the

in all the cities and towns, and with the Rural Police, its reach extended into Haiti's countryside, with that Police depending on their auxiliaries, the civilian "soukèt lawou ze," literally the dew shakers, who were up early each morning, checking on what was happening in their communities. A better intelligence service, there was none. Through the Army chain of command, Army headquarters kept tabs on security throughout the land.

Haiti cannot depend on foreign armies or policemen to restore security in the land. Whereas we can count on Haiti's allies to help, as the Haitian Armed Forces are being readied, in the long term, Haitians must assume their responsibility in doing what must be done for Haiti to be truly independent. And to be repetitive, I maintain that nothing can be realized in Haiti, unless we first deal with the gang issue.

RAJ, at raljo31@yahoo.com



NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Vu des informations en série qui ont eu lieu durant les deux dernières semaines, on nous excusera de nous être attardés sur des sujets que nous estimons de grande importance en ce qui a trait à l'évolution de la situation au pays.

Albert Ramdin s'exprime sans détours sur la situation en Haïti

Élu Secrétaire Général de l'Organisation des États Américains (OEA), le 10 mai, le diplomate surinamais Albert Ramdin a pris les rennes de l'organisation le 26 mai. Mais bien avant d'être assermenté, il avait déclaré que les élections en Haïti sont impossibles sans s'adresser d'abord à la sécurité du pays. Or, selon tous les rapports, les gangs armés, surtout ceux opérant sous la bannière de la fédération *Viv Ansanm*, de Jimmy « Barbecue » Chérizier, contrôlent quelque 90% de la capitale, Port-au-Prince, et ces environs. Et depuis le 1^{er} avril, *Viv Ansanm* s'est aussi établie dans le Plateau Central, en commençant par prendre le contrôle de Mirebalais, cette ville non loin de la frontière haïtiano-dominicaine, paniquant les autorités dominicaines. La situation sécuritaire en Haïti s'étant aggravée, l'administration Trump a déclaré de « terroristes internationaux » ayant « affiliation globale » les gangs en Haïti, pointant directement les fédérations « *Viv Ansanm* » et « *Gran Grif* », opérant dans le département de l'Artibonite.

Maintenant qu'il a pris charge de l'organisation hémisphérique, le nouveau Secrétaire général s'alignera-t-il sur la position du Secrétaire d'État américain Marco Rubio, qui s'acharne à ce que l'OEA s'implique davantage dans le cas d'Haïti ? Lors d'une conférence sur la situation d'Haïti, à l'OEA, le 22 mai, Barbara Feinstein, Assistante Secrétaire d'État pour la Caraïbe, se penchant particulièrement sur le cas d'Haïti, s'est fait l'écho de Rubio, disant que « *beaucoup plus peut et doit se faire* » en vue de résoudre la crise multicéphale en Haïti, surtout pour rétablir la sécurité.

Marco Rubio À l'OEA s'impliquant davantage dans le cas d'Haïti

En effet, lors d'une séance, le 21 mai, sur Haïti, du comité d'appropriations de la Chambre basse du

Congrès, le Secrétaire d'État Rubio avait tout dit concernant la position de l'OEA face à la crise haïtienne, et nous citons : « *Pourquoi avons-nous une OEA, Si l'OEA ne peut pas rassembler une mission pour s'occuper de la situation la plus critique de notre hémisphère ?* Ainsi, propose-t-il de « *rassembler une mission avec des partenaires régionaux* », tout en ajoutant : « *Nous présentons notre gratitude aux Kényans, mais il s'agit d'un problème régional, auquel il faut une*



Albert R. Ramdin, le nouveau secrétaire général de l'OEA.

solution régionale ».

Comme on le sait, depuis juin de l'année dernière, Kenya, en Afrique de l'Est, avait envoyé un premier contingent de policiers en support à la mission multinationale d'appui à la Police Nationale d'Haïti dans la lutte contre les gangs armés qui ont causé des torts énormes, kidnappant, tuant des citoyens/citoyennes de toutes catégories, incendiant maisons et structures d'État, des écoles, même des églises et occasionnant le déplacement de plus d'un million de personnes de leurs demeures, devenus des réfugiés affamés dans leur propre pays.

Or, la mission kényane a connu des pertes et les autorités kényanes se plaignent du support inadéquat à la mission par ceux, principalement le gouvernement américain, qui ont convaincu le président kényan William Ruto, d'assumer la responsabilité de

venir en aide à Haïti.

On soulignera que dire adieu aux Kényans, sans se pencher sur le problème que représente la présidence multicéphale dite « *Conseil Présidentiel de la Transition* » (CPT), il n'y aura pas de solution au problème d'Haïti. Car, après plus d'une année depuis son installation à la tête du pays, le 12 avril 2024, cette expérimentation de gouvernance imposée à Haïti par la Communauté Internationale, utilisant la CARICOM comme paravent, les gangs armés ont renforcé leur mainmise sur le pouvoir, jusqu'à chasser le CPT et la Primature de leurs locaux en ville, au Bicentenaire de Port-au-Prince, pour s'établir à la Villa d'Accueil, à Musseau, dans les hauteurs de la capitale. Mais, tout laisse croire que sous la pression des gangs, la capitale d'Haïti sera transférée au Cap-Haïtien.

Cap-Haïtien en flèche

À souligner que pour la fête du drapeau, le 18 mai, les prétendues autorités du pays ont dû faire le pèlerinage au Cap-Haïtien pour la célébration traditionnelle de ce jour à l'Arcahaie, où le bicolore haïtien a pris naissance, le 18 mai 1803, quand le général Jean-Jacques Dessalines arracha le blanc du drapeau français et remit, à Catherine Flon, le bleu et le rouge qu'elle a cousu, pour indiquer la rupture avec la France coloniale. Et le 18 novembre 1803, six mois, plus tard, ce fut la victoire de l'Armée indigène, humiliant l'Armée de Napoléon Bonaparte, alors la plus redoutable du monde entier.

Or, les autorités, ayant fui l'Arcahaie depuis tantôt trois ans, à cause des gangs qui contrôlent la Route nationale No.1, reliant l'Ouest au Grand Nord, en passant par l'Artibonite, s'étaient repliés sur Port-au-Prince pour célébrer la fête du drapeau au Panthéon National, au Champ de Mars, dédié aux ancêtres. Voilà que les membres du CPT sont interdits d'y mettre les pieds, à

cause des gangs. Aussi se sont-ils réfugiés au Cap-Haïtien, où les gangs, eux, sont interdits de s'y aventurer.

Entre-temps, la ville du Cap bénéficie de l'attention qu'elle mérite. Le 7 mai, lors d'une visite à la métropole du Nord, du président de la Banque interaméricaine de développement (BID), Ilan Goldfajn, celui-ci a annoncé une augmentation de fonds, allant de \$ 85 millions à \$100 millions, pour la rénovation et l'expansion de l'Hôpital universitaire Justilien. Aussi, \$125 millions seront ils décaissés pour la purification de l'eau ainsi que pour le service sanitaire en général de la ville.

Les gangs, promoteurs de la décentralisation d'Haïti

Qui aurait dit qu'il fallait l'installation des gangs à Port-au-Prince, pour entamer la décentralisation d'Haïti qui était synonyme de Port-au-Prince ? En effet, outre le Nord d'Haïti, le Sud n'est plus



Jimmy Chérizier, dit Barbecue

ignoré. La rénovation et l'expansion de l'aéroport Antoine Simon, desservant les Cayes, la capitale du Sud, a été inauguré au mois de mars, offrant un autre aéroport international, outre celui du Cap, aux voyageurs qui sont privés du service de l'aéroport international Toussaint Louverture à Port-au-Prince, à cause des gangs. On mentionnera aussi que le port de Saint-Louis du Sud, inauguré au mois de janvier, d'importance stra

tégique, surtout que les gangs contrôlent la Route nationale No. 2, reliant Port-au-Prince au Grand Sud.

Il y a de l'espoir pour Haïti. Nous applaudissons ceux qui, *per fas et nefas*, affirment, par cette phrase, en créole : « *Ayiti p ap peri !* » (Haïti ne périra pas !)

*Un autre scandale dans la diplomatie haïtienne

On ne saurait clore sans mentionner le scandale qu'a occasionné dans la diplomatie haïtienne le conseiller présidentiel Smith Augustin. À se rappeler qu'il faisait partie des trois conseillers présidentiels du fameux CPT, impliqués dans un scandale financier quand, tôt après leur installation au poste, avaient exigé du responsable de la Banque nationale de crédit un pot de vin de 100 millions de gourdes, soit USD 758 000 dollars \$, s'il tient à rester à son poste.

Or, voilà que selon le site internet *Infothanzie.com*, dans sa rubrique *Global Infos*, il a été annoncé le lundi 26 mai, que M. Augustin a fait nommer son épouse et autres membres de sa famille dans des postes diplomatiques, citant son épouse, Nathalie Augustin, casée au Mexique et sa maîtresse Anie Thamar Garçon en Espagne. On reviendra, la semaine prochaine, sur le scandale diplomatique qui concerne également d'autres personnes que Smith Augustin.

Mais on soulignera que les 8 autres conseillers présidentiels, lui sont solidaires. Car, aucun d'entre eux n'a protesté le choix qui a été fait de lui pour diriger la délégation d'Haïti au sommet de l'Organisation des États américains (OEA), à Washington, le 22 mai. À vrai dire, qui se ressemble s'assemble. L'expérience du CPT, ce monstre à neuf têtes, a échoué. Il est temps de débarrasser le pays de cette hideuse forme de gouvernance.

Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com





FOOTBALL AMICAL EN HAÏTI

Le Violette accroché par un Aigle Noir déterminé

Par Ricotta Saint il

Dans le cadre de sa préparation aux play-offs du championnat national Spécial, le Violette Athlétique Club a disputé un match amical face à l'Aigle Noir du Bel-Air, le samedi 17 mai, sur les installations de l'institution Saint-Louis de Gonzague. Cette rencontre, organisée pour maintenir le rythme compétitif des Bleu et Blanc, s'est soldée par un score de parité (1-1), face à une équipe bélaïrienne particulièrement inspirée.

Malgré l'absence de compétition officielle, l'Aigle Noir a proposé une opposition de qualité, témoignant d'une préparation rigoureuse et d'un engagement sans faille. La formation dirigée par Guiliano Philippe s'est illustrée par sa rigueur tactique, sa discipline collective et une solidité physique remarquable.

Le Violette a ouvert le score à la 32e minute grâce à Elivens Déjean, profitant d'un moment de

relâchement dans la défense adverse. L'Aigle Noir n'a cependant pas tardé à réagir. À la 45e minu-

te, Petido, parfaitement servi par une passe précise de Marckendell Levasseur, a remis les deux équi-

pes à égalité, juste avant la pause.

Au retour des vestiaires, les Bélaïriens ont affiché une volonté

manifeste de prendre l'avantage. L'occasion la plus franche est intervenue lorsque Marckendell Levasseur, lancé en profondeur, s'est présenté seul face au portier du Violette, mais sa tentative a été repoussée. Ce face-à-face manqué représentait une véritable balle de match.

À l'issue du temps réglementaire, les deux équipes se sont quittées sur ce score de parité. Si le Violette a confirmé son statut de formation aguerrie, l'Aigle Noir, en revanche, a prouvé qu'il est sur une trajectoire ascendante, en dépit de son absence des compétitions officielles.

Cette performance encourageante reflète le sérieux du travail entrepris au sein du club de Bel-Air. Dirigeants, staff technique et joueurs restent mobilisés autour d'un objectif commun : redonner à l'Aigle Noir le niveau de compétitivité qui sied à son histoire et à ses ambitions.

R.S.



L'équipe de l'Aigle Noir

Suite de la page 6

José Ivanildo da Silva, président de la Fédération du Rio Grande do Norte, Ednailson Leite Rozenha. Chaque État a donc son représentant au sein du Comité fédéral, afin que tous les États soient bien représentés.

En Haïti, après des années de lutte, le Congrès, qui élit le Comité de la Fédération, avait, après des années de lutte, réussi à intégrer dans les nouveaux statuts, votés en 2019, que chaque département géographique d'Haïti soit représenté par un membre dans le Comité dirigeant de la FHF consacrant une vraie décentralisation et mettant fin à l'hégémonie de la « République » de Port-au-Prince, qui favorisait la main-mise des politiciens sur le football national, mais qui n'avait rien de national et réduisant ainsi les clubs de la province à un rôle de second plan existant uniquement pour former des joueurs pour les clubs de la république de Port-au-Prince. Ce changement, en Haïti, a démarré dès la période vers la fin du régime des Duvalier, qui permettait, reléguait les clubs et les joueurs des villes de province à venir jouer un championnat uniquement lors des grandes réunions politiques, à la capitale, pour remplir le Stade. Toutes les décisions de football étaient prises par des hommes puissants en politique proches du Palais; les bons joueurs de talent des villes de province, pour réussir et être dans la

Sélection nationale, devaient laisser leur ville pour venir signer dans un club de Port-au-Prince et vivre mal à la capitale, le plus souvent loin de leur famille et les



Samir Xaud, le nouveau président de la CBF.

populations, sauf à l'occasion des fêtes patronales, n'avaient pas droit d'assister aux grands matchs de clubs d'autres villes. Dès 1986, les données ont changé et le pays a eu ses premières compétitions nationales, à partir des années 1990. Mais, malgré tout, c'était peu et c'était pour un premier temps, car arbitres, dirigeants subvention éventuelle aux clubs, tout était décidé par des gens vivant à la capitale.

En 2020, les clubs, grâce à leur persévérance et leur notoriété, réussirent à imposer des dirigeants originaires de plusieurs régions du pays, dans le comité élu de la FHF, des internationaux

étaient sélectionnés également de toutes les villes, notamment, les Peter Germain, Alain Vubert, Francen Alexandre, Golman Pierre, Eddy Pierre, n'ont jamais eu à laisser leur province natale, etc., une vraie révolution !

En novembre 2020, les clubs votaient enfin des statuts révolutionnaires, qui décidaient que chacun des dix départements du pays devait être représenté, au moins par un membre dans le Comité exécutif de la FHF, ce qui a effrayé les politiciens et les corrompus, qui avaient, pendant des années, utilisé le football pour régler leurs ambitions personnelles. Mais si lors des élections du 2 février 2020, le Congrès fédéral, des dirigeants étaient élus pour chacun des dix départements, consacrant la décentralisation officiellement dans les statuts officiels et, entre autres on peut citer, sur ce point, malgré les manœuvres en cours, personne ne devrait transiger et les clubs doivent se préparer, qu'ils soient de la province, à ne pas transiger sur cette conquête majeure, dont l'absence explique les malheurs terribles actuels du pays. Citons, par exemple : Schiller Torchon, l'ex grand espoir du football jérémien, était élu pour la Grand'Anse; Jean Robert Fleurima était élu pour les Nippes ; Yves Bernard, pour le département du Sud ; Gregory Chevry, pour le département du Centre ; Garry Nicolas pour le département du Nord ; Daniel Jean Charles, pour le département de

l'Artibonite ; Dr Alfred pour le Nord-Est.

Trois autres dirigeants représentaient l'Ouest, le Sud-Est et le Nord-Ouest. La FHF se proposait d'ouvrir un bureau dans chaque



Michelle Ramalho, première femme élue vice-présidente de la CBF

département pour coordonner les activités de football dans la région concernée, qui disposait d'un cadre qualifié pour être le CTR ou conseiller technique régional chargé de superviser les talents de la formation.

Pour en revenir au Brésil, le nouveau Comité élu a une mission majeure de remettre et ramener le football brésilien, le plus populaire dans le monde, vers des sommets qu'il a laissés depuis plus d'un quart de siècle environ une année, avant une Coupe du monde 2026, qui sera la plus attendue de l'histoire du football, et deux ans avant un Mondial féminin 2027, que le Brésil organise, qui tranchera avec tout ce qu'on a connu jusque-là, avec un football féminin qui attire désormais des foules, donc en pleine ascension sur toute la planète !

J.B.

DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

ÉDITORIAL



Le poisson pourrit par la tête : Le modèle du CPT en Haïti !

En Haïti, il est absolument vrai, la corruption bat traditionnellement son plein, au sein de l'administration publique. Cela n'empêche que la grande majorité des fonctionnaires affiche un « *comportement correcte* » envers la nation. Mais avec l'avènement de la Commission présidentielle de transition (CPT), une nouvelle expérience introduite dans la première République nègre du monde, par la communauté internationale, menée par le tandem CARICOM-Département d'État américain, c'est le raffut qui se déchaîne. La manière insolente dont les trois conseillers présidentiels, accusés de demander une somme de 100 millions de gourdes en pot-de-vin, à l'ex-président du Conseil d'administration de la Banque nationale de crédit (BNC), une entreprise d'État, s'il tenait à garder sa fonction, fait croire que tel est leur prérogative. Et la tolérance dont ils bénéficient, auprès de leurs patrons, semble confirmer cette finalité. Autrement dit, voilà la norme!

En effet, le règne de la corruption est confirmé par l'Institut Karl Lévêque exposant la dérive du CPT, dans le dossier du Carnaval 2025. Cette institution a révélé que les 4,1 millions de dollars décaissés pour le financement de cet événement, qui devait se dérouler, à Fort Liberté, dans le département du Nord-Ouest, les 2-4 mars, a été renvoyé sine die. Selon l'Institut Karl Lévêque, le montant de ce financement n'a pas été retourné à la caisse publique, ayant été séparé entre huit des neuf conseillers présidentiels.

En effet, depuis peu, après la prestation de serment des neuf membres du Conseil présidentiel de transition, l'« *Unité de lutte contre la corruption* » (ULCC), au sein de l'administration publique, ne chôme pas. On a l'impression que les scandales liés à la corruption éclatent au quotidien. Car les directeurs généraux agissent comme si leur mission première consiste à détourner les fonds publics, qu'ils dirigent sur leurs patrimoines privés. Car il ne se passe une semaine, voire un seul jour, sans que soient lancés des appels à l'ULCC, demandant des enquêtes approfondies sur la gestion des directeurs généraux. Ou bien venant du patron de l'institution enquêtrice elle-même, sollicitant la poursuite judiciaire à l'encontre d'un quelconque administrateur gouvernemental.

Le tout dernier scandale, en date, étale, au grand jour, une vague d'accu-

sations, mettant sur la sellette, Stéphane Vincent, ancien membre actif du groupement politique « *En Avant* » de l'ex-Premier ministre Claude Joseph, également ancien chancelier. L'enquête menée sur ce dossier, par l'ULCC, a révélé qu'ont été émis 556 passeports, sous sa gouverne, par le biais, notamment, des sites de Pétiyon-Ville et de la SONAPI (Société nationale des parcs industriels), avec des timbres autres que ceux fournis par la Direction générale des impôts (DGI), instance officielle fournisseuse de ces vignettes, qui était, à l'époque, en grève. Ces opérations ont permis de réaliser 3 656 000 gourdes, dans l'espace de deux mois environ, soit pour la période comprise entre le 23 septembre et le 25 novembre 2024 (cité dans l'organe de presse en ligne *Le Facteur Haïti*, édition du 9 mai 2025), qui n'ont pas abouti dans la caisse de l'État.

Dans le cadre de cette enquête, plusieurs fonctionnaires du Service d'Immigration et d'Émigration autour de cette somme perçue illégalement, du rant l'année 2024, dans les centres de traitement de demandes de passeport, sont mis en cause. Le rapport de l'ULCC sur ce dossier, recommande des poursuites judiciaires contre William Étienne, Marriantha Mérone, Jude Marcelin et René Laguerre, considérés comme accessoires dans cette conspiration. Le document de l'agence enquêtrice braque aussi l'index sur l'ex-titulaire du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, Liszt Quitel.

Par ailleurs, il faut signaler que l'Office national d'assurance vieillesse (ONA) et le ministère des Affaires étrangères et des Cultes (MAEC) ont récemment attiré l'attention des enquêteurs de l'ULCC, d'une manière spéciale, sur le Service d'émission de passeports, à l'ambassade d'Haïti, à Washington, voilà déjà deux ans, ayant fait l'objet d'une enquête de l'agence américaine « *Federal Bureau of Investigation* ». Le personnel préposé à l'émission de passeports, à la mission diplomatique haïtienne, à Washington, avait un bureau parallèle, avec une collaboration externe, émettant des milliers de passeports pour lesquels les personnes impliquées touchaient et délivraient aux demandeurs de ces documents, de manière corrélatrice au service officiel assuré à l'ambassade. Le scandale était d'une telle ampleur qu'il avait entraîné le rappel du chef de la Mission diplomatique d'Haïti, Bocchit Edmond. Mais, cette fois, les acteurs de la corruption

œuvrent encore au MAEC, mais à l'échelle nationale.

En attendant que l'ULCC lance son équipe d'enquêteurs après un autre directeur général, une alerte est déjà lancée contre Didier Benel, le patron du transport scolaire « *Dignité* ».

Au fait, vu que l'ULCC traite, quasiment en permanence, des dossiers de corruption, au sein de l'administration publique, mais encore davantage, sous le règne du CPT, l'institution de lutte contre ce crime doit s'attendre à une moisson abondante de dénonciations

relatives à ce crime, dans les prochains jours. Puisqu'il y a fort à parier que les hauts fonctionnaires au service de la République prennent pour modèles les plus hautes autorités du pays, dans la gestion de leurs directions respectives. Dans la mesure où l'institution présidentielle contrôle l'action judiciaire et continue de boudier les décisions judiciaires concernant leurs membres, quel exemple de rectitude et d'intégrité peuvent-ils prêcher à leurs alliés politiques fonctionnant dans les institutions étatiques ?

HAÏTI
OBSERVATEUR



Le mensuel qui parle la vérité

**Haïti-
Observateur**
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-
6235 Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514.321.6434
12 Haïti (St Canada)
12213 Joseph Cassavani
Montreal H4M 1A7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir
de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Vallon
13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt Apt. 44
93310 La Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
☐ \$75.00 US, pour six (6) mois
☐ \$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 75 EURO, pour six (6) mois
☐ 125 EURO, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en
francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL



The fish begins to rot at the head: The CPT model in Haiti!

In Haiti, it is true that corruption is traditionally in full swing within the public administration. This does not prevent most civil servants from behaving “correctly” towards the nation. But with the advent of the Presidential Transitional Commission (CPT by its French acronym), a new experiment introduced into the world’s first Black Republic, all hell has broken loose. Responsible for this novelty of multiheaded presidency is the international community, led by the CARICOM in alliance with the US State Department. The arrogance of three of the presidential councilors accused of demanding the astronomical bribe of one hundred million gourdes (approximately \$750,000), from an official of a state-owned bank, underscores the extent of corruption at the highest level of governance. As reported, the councilors approached the former chairperson of the Board of Directors of the Banque National de Crédit and told him if he wanted to keep his job, he should give them that sum. What can one believe but that this is their prerogative! And the three culprits enjoyed the tolerance of the other six members of the CPT, confirming that this was the norm!

Indeed, this was confirmed when, instead of returning to the Public Treasury, the \$4.1 million disbursed for the canceled carnival, which was to be held in Fort Liberté, March 2-4, they separated it among themselves. Though he was not identified by name, one of the nine refused to participate in the heist. We owe this revelation to the renown Karl Lévêque Institute in Port-au-Prince.

Indeed, since the swearing-in of the nine members of the Interim Presidential Council, the “Unité de lutte contre la corruption” (ULCC) government agency has been busy. One gets the impression that corruption scandals are a daily occurrence. For, general managers of State funds function as if their primary mission is to embezzle public funds, that they redirect to their private accounts. As it is not a week, yes, not a single day goes by without requests being made to ULCC for in-depth investigations into the management of some general directors. Or, for the boss of the investigating agency himself calling for legal action against certain government administrators.

The latest scandal has brought to light a wave of accusations against

Stéphane Vincent, a former active member of former Prime Minister Claude Joseph’s “*En Avant*” (Forward) political group and former Chancellor. The ULCC’s investigation revealed that 556 passports had been issued under his supervision, notably at certain sites in Pétiön-Ville and at the SONAPI (French acronym for National Society of Industrial Parks,) using stamps other than those supplied by the *Direction Générale des Impôts* (DGI), equivalent to Internal Revenue Service, the official body supplying these stickers, which was on strike at the time. These operations yielded 3,656,000 gourdes, or approximately 29 million dollars, in about two months, for the period between September 23 and November 25, 2024 (as quoted in the online press organ *Le Facteur Haïti*, in its May 9, 2025 edition). That money never ended in the state coffers.

As part of this investigation, many officials of the Immigration and Emigration Service were implicated in the illegal collection of this sum, at passport processing centers during 2024. The ULCC report on this case recommends legal proceedings against William Étienne, Marriantha Méronne, Jude Marcelin and René Laguerre, considered as accessories in this conspiracy. The investigating agency’s document also points the finger at Liszt Quitel, the former head of the Ministry of the Interior and Territorial Collectivities, equal to Homeland Security in the U.S.

It should also be noted that the Office National d’Assurance Vieillesse (ONA) (Insurance Office for the Elderly) and the *Ministère des Affaires étrangères et des Cultes* (MAEC) or Ministry of Foreign Affairs and Religion, frequently drew the attention of the ULCC investigators. One remembers the special case of the passport-issuing department at the Haitian Embassy in Washington, two years ago. That resulted in an investigation by the U.S. Federal Bureau of Investigation (FBI). The staff responsible for issuing passports had a parallel office inside the embassy in connection with an outside source, through which thousands of passports were issued to certain people in competition with the official service provided at the Embassy itself. The scandal was of such magnitude that it led to the recall of the head of Haiti’s diplomatic mission in Washington, Ambassador Bocchit Edmond. However, the corrupt actors are still at work at the

MAEC, but on a national scale.

While waiting for the ULCC to launch its team of investigators in the case of another director general, there is an alert singling out Didier Benel, the boss of the “*Dignité*” school transport company.

Given that the ULCC deals with cases of corruption in public administration on a permanent basis, and even more so under the governance of the CPT, the anti-crime institution can expect an abundant harvest of corruption-related denunciations in the coming days. For, we bet that senior civil servants in the service of the Republic will take the country’s highest authorities as their role models in the management of their respective departments. Considering that the CPT controls the judiciary and continues to ignore judicial decisions concerning its own members, what example of rectitude and integrity can these councilors preach to their political allies in charge of state institutions?

Interestingly, the online media outlet *Variétés Presse* already has denounced a case of corruption at the ULCC, involving 72.5 million gourdes, about \$5.37 million, which it claims to have uncovered in its own investigation. Although the agency has yet to deal with this case, the ULCC director won’t let this opportunity go by as a blot to its vigilance which has earned him praise as he aggressively performed his task in recent times. Indeed, the director of the ULCC must be considered as one of the state’s most efficient servants through the actions undertaken by the institution. In terms of output, he’s been the most visible. Witness the numerous cases he’s handled, which have been referred to in the Public Prosecutor’s Office, on top of other cases denounced, which the institution is pursuing.

Caisse d’Assistance Sociale (CAS), the State agency to aid the needy, is another state institution to be reported as being in trouble with the law. Following an investigation by the ULCC, Edwine Tonton, former director in charge of managing that agency, and Pierre Richard Valès, former chief accountant of the institution, were charged with misconduct and arrested, on April 18, 2023. Both of them were provisionally released by the Court of Appeals on August 21, 2024. These two officials were incarcerated, Mrs. Tonton, in the wake of her formal accu-

sation for “influence peddling”, in an operation involving “embezzlement.” As for Mr. Valès, he got in trouble for “corruption” and “influence peddling.”

But here is the rub: The ULCC does not have the authority to impose its decisions, in the event of refusal, at a certain level of public administration. Thus, it falls victim to the double standard observed in the Haitian judicial system, a situation has been amplified with the advent of the CPT.

It is not necessary to look for the causes of corruption in public administration. The problem of this crime in Haiti is simple. All that has needed is to prevent the fish from rotting at the head. Now that the damage has been done, the country needs to be equipped with the means to solve the problem of an irreparably corrupt CPT. When the three members of this institution, Louis Gérald Gilles, Emmanuel Vertilaire and Smith Augustin were caught red-handed, soliciting bribes, proclaiming themselves irremovable in the face of judicial decisions to oust them, the six other members supported them in their obstinacy in remaining in the office, an irreparable situation. How, then, are we to halt the proliferation of acts of corruption, with impunity, within this governance, which is immoral from every point of view. Unquestionably, under current conditions, the disappearance of corruption in Haiti’s public administration necessarily entails the elimination of its cause. The CPT must go!

HAÏTI OBSERVATEUR Le monde est pays à part		Haïti-Observateur P.O. Box 356237 Briarwood, N.Y. 11435-6235 Tél. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
Haïti Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, 2ème étage Port au Prince, Haïti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785	ÉTAT-UNIS 1ère classe ☐ 48.00 \$ US pour six (6) mois ☐ 90.00 \$ US pour un (1) an	
	AFRIQUE ET ASIE ☐ 550.00 FF pour six (6) mois ☐ 1000.00 FF pour un (1) an	
CANADA Haïti-Observateur Gerard Louis Jacques 514-321-6434 12, Rue St. Charles 12213 Joliette, Québec Montréal, Québec	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe ☐ \$73.00 US pour six (6) mois ☐ \$146.00 US pour un (1) an	
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'adresse doit s'adresser à: Jean-Claude Valentin 13 K Avenue Hindemith, Rt St. André 44 93310 Le Pré St. Germain France Tél. (33-1) 43 43 28 10	EUROPE ☐ 73 EURO pour six (6) mois ☐ 126 EURO pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français	
Name/Nom _____ Company/Compagnie _____ Address/Adresse _____ City/Ville _____ State/Etat _____ Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____		
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat postal en francs français.		

JASMINE BEAUJUN

NURSE PRACTITIONER

**SPECIALIZING IN
PAIN MANAGEMENT**

SERVICES OFFERED

- MEDICATION MANAGEMENT
- EDUCATION & LIFESTYLE COUNSELING



**CALL US TODAY
TO MAKE AN
APPOINTMENT**

347-238-5269

WHY CHOOSE JASMINE?

- COMPASSIONATE, INDIVIDUALIZED CARE
- EVIDENCE-BASED PRACTICE
- 10+ YEARS OF NURSING EXPERIENCE

**YOUR PARTNER IN LONGTERM HEALTH AND
WELLNESS**